

Alors que Washington va accroître son aide
alimentaire
Les ex-Forces armées se prépareraient à reprendre
le combat au Rwanda

Jacques Isnard

Le Monde, 25 juillet 1994, page 1, 4

Des indices concordants donnent à croire que les ex-Forces armées rwandaises (FAR), battues par le Front patriotique rwandais (FPR), sont partiellement en voie de reconstitution au Zaïre et que leurs cadres, qui ont souvent fui avec leur famille avant leurs subordonnés et en les abandonnant à leur sort, ont dans l'esprit de vouloir reprendre la lutte, au risque d'empêcher toute réconciliation nationale. C'est aujourd'hui l'analyse des services français, d'après les renseignements recueillis sur le terrain.

Il y aurait actuellement six mille combattants des ex-FAR rassemblés, pratiquement en unités constituées, au nord de Goma au Zaïre. Ces éléments restés hostiles au FPR ont été placés « *sous le contrôle de l'armée zaïroise* », selon l'expression d'un responsable au ministère français de la défense, sans que l'on puisse apprécier avec précision la liberté de manœuvre laissée à ces hommes par les forces du maréchal Mobutu.

Le président zaïrois avait, avant l'écroulement du régime du président Habyarimana, toujours soutenu les

FAR, en particulier en les ravitaillant en armes, en carburant et en munitions à partir de la base de Goma. Ces éléments des ex-FAR ont été détectés franchissant la frontière entre le Rwanda et le Zaïre, en ayant conservé une partie de leurs matériels, comme leurs canons montés sur des véhicules à roues, des automitrailleuses légères Panhard et jusqu'à quelques hélicoptères du temps où la France livrait des armes à Kigali en vertu des accords d'assistance militaire. Là où ils stationnent, ces éléments n'ont pas été désarmés par les Zaïrois.

Selon les analyses des services français, les combattants des FAR qui ont trouvé refuge au Zaïre et qui y reconstituent leurs forces sont « *fatigués* », mais ils ne sont pas « *moralement abattus* ». Leur sentiment, autant que l'on puisse en juger, est que, majoritaires, ils peuvent espérer « *refaire ce que les Tutsis [majoritaires au sein du FPR] viennent de leur faire* », à en croire les responsables du ministère français de la défense.

Cette analyse est partiellement partagée au ministère des affaires étran-

gères, où l'on explique que ce qui vient de se passer pourrait n'être que « *la première manche* » au Rwanda, avec la menace d'une reprise prochaine des hostilités si le FPR ne savait pas partager le pouvoir.